

BULLETIN D'INFORMATION

UN TRIBUNAL ÉGYPTIEN CONDAMNE 56 ACCUSÉS À LA PRISON DANS L'AFFAIRE D'UN BATEAU NAUFRAGÉ TRANSPORTANT DES IMMIGRANTS ILLÉGAUX

Un tribunal égyptien a condamné hier 56 accusés à des peines de prison allant de deux à 13 ans dans l'affaire d'un bateau naufragé transportant des immigrants illégaux, qui a entraîné la mort de 203 personnes.

Le tribunal correctionnel de Rashid a condamné 56 accusés à des peines de prison allant de deux à 13 ans et a acquitté un accusé dans l'affaire du bateau illégal de migration qui a coulé au large de la côte de Rashid. Ils étaient accusés d'homicide involontaire, de fraude, de dissimulation d'accusés et d'engagement dans le recrutement illégal de travailleurs.

Selon la loi égyptienne, les tribunaux correctionnels peuvent prononcer des peines de prison allant jusqu'à trois ans sauf si les accusés sont poursuivis en vertu de lois spéciales imposant des peines plus sévères. Le tribunal peut également condamner un seul accusé pour plusieurs crimes.

Le procureur public avait accusé les défendeurs d'homicide involontaire, de négligence, d'imprudence, d'utilisation du bateau "Al-Rizk Bi Idhn Allah" à des fins non autorisées, de ne pas avoir utilisé un équipement de sauvetage suffisant, de mettre en danger la vie des enfants, de pratiquer le recrutement illégal de travailleurs à l'étranger et d'utiliser les bateaux "Al-Ghazal Al-Jadida" et "Al-Hajj Fathi Abdeen" en violation de leurs conditions de licence, ce qui a entraîné la mort de 203 personnes.

L'incident remonte à septembre de l'année dernière, lorsque un bateau de migration illégale a coulé au large de la côte de Rashid, au nord-ouest du Caire, entraînant la mort de 203 personnes et le sauvetage de 164 par la marine et les gardes-frontières.

À l'époque, les autorités égyptiennes avaient arrêté 38 suspects, y compris les propriétaires de bateaux, les équipages et les courtiers en immigration illégale, et les avaient renvoyés au parquet, qui les avait ensuite renvoyés au tribunal correctionnel de Rashid.

La question de l'immigration illégale reste un sujet constant et urgent dans les discussions entre responsables égyptiens et leurs homologues européens. Les dirigeants européens se sont plaints l'année dernière de l'augmentation du nombre croissant d'immigrants illégaux passant par l'Égypte.

À la mi-dernière année, Mario Parente, responsable du département italien du renseignement et de la sécurité intérieure, a déclaré que le nombre d'immigrants illégaux arrivant d'Égypte avait doublé, notant que "l'afflux de migrants partant des côtes égyptiennes a enregistré une forte augmentation de 104%."

Récemment, il y a eu une augmentation des tentatives d'immigration illégale par des Égyptiens et des étrangers via les côtes égyptiennes, en particulier celles de la mer Méditerranée, en raison des troubles politiques et du taux élevé de chômage dans la région.



FAMILLE DU SYRIEN DÉCÉDÉ DE SOIF EN ALGÉRIE "NOUS REGRETTONS DE L'AVOIR ENVOYÉ EN EUROPE."

Douze migrants syriens et deux Algériens ont été retrouvés morts de soif dans le désert algérien près de la frontière libyenne. Lors d'une interview avec Migrant News, un proche d'une des victimes a révélé des détails bouleversants. La famille du jeune Syrien, Issa Sharif, était accablée de choc et de tristesse après avoir vu son nom sur la liste des Syriens décédés de soif dans le désert de la province d'Illizi, en Algérie, il y a quelques jours.

Dans une interview avec Migrant News, Kawa Adham, originaire du gouvernorat d'Al-Hasakah, a déclaré : "Nous avons été informés via les réseaux sociaux que le nom de mon cousin Issa figurait parmi les victimes de l'incident."

Issa Sharif faisait partie des 12 Syriens, dont un enfant de dix ans, morts de soif dans le désert de la province d'Illizi, à la frontière avec la Libye, dans le sud-est du pays, selon l'Association algérienne de secours et de recherche, spécialisée dans le sauvetage des personnes perdues dans le désert.

L'association a précisé que les victimes avaient entre 10 et 57 ans et étaient toutes des hommes. L'incident rappelle les souvenirs des Syriens fuyant leur pays par mer ou par terre lors de voyages mortels.

L'Association de secours a publié les noms des victimes "retrouvées dans la zone désertique de Dayet El Fersig", actuellement confrontée à des températures extrêmement élevées.

Kawa Adham a révélé des détails terrifiants sur le voyage entrepris par son cousin, Issa, commençant depuis le Liban où il vivait depuis plus de vingt ans.

Il a expliqué : "Issa a décidé de voyager en Europe. Il a pris un avion pour la Libye puis a voyagé avec l'aide de passeurs jusqu'en Algérie. Dans le désert, le véhicule dans lequel ils se trouvaient a eu un accident et ils se sont retrouvés sans eau ni nourriture, perdant tout contact pendant deux jours."

Il a ajouté : "Nous avons appris plus tard qu'ils sont morts de soif. Notre famille souhaite que les autorités renvoient le corps du défunt en Syrie pour qu'il soit enterré dans les régions du nord-est de la Syrie."

LIBYE : QUI TUE LES MIGRANTS ET LES ENTERRE DANS DES FOSSES COMMUNES ?



Hakim Baltifa fait une pause dans le segment "Face à Face" pour discuter de la déclaration du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, selon laquelle son bureau enquête sur des rapports concernant une fosse commune découverte dans le désert à la frontière libyo-tunisienne. Cette découverte fait suite à celle précédente d'au moins 65 corps de migrants à un autre endroit plus tôt cette année. Ses invités de Tripoli sont M. Ahmed Hamza, président de l'Institution nationale des droits de l'homme en Libye, et le Dr Nasser Abu Deeb, secrétaire général du Parti Al-Ummah de Libye.

Allemagne : Appels au maintien de stricts contrôles aux frontières



Le Parti Libéral-Démocrate (FDP), également connu sous le nom de Parti Libéral Allemand et partenaire minoritaire dans la coalition gouvernementale allemande, a appelé à la poursuite des stricts contrôles aux frontières mis en place pendant le Championnat d'Europe de l'UEFA (Euro 2024) jusqu'à nouvel ordre pour freiner la migration irrégulière.

Dans des déclarations au groupe de médias allemand "Funke", Christian Dürr, chef du groupe parlementaire du FDP au Bundestag allemand, a expliqué la raison de cet appel, affirmant que les inspections policières ont été "extrêmement efficaces pour appréhender ceux qui tentent d'entrer illégalement dans le pays".

Dürr a ajouté qu'il n'avait pas de délai précis pour ces mesures, soulignant que les contrôles internes aux frontières ne peuvent être levés que lorsqu'il existe un système assurant pleinement la protection des frontières extérieures de l'Europe. Il a poursuivi en disant : "Mais pour le moment, c'est un outil très efficace."

Il est à noter que le Secrétaire Général de l'Alliance Libérale, Bijan Djir-Sarai, avait appelé fin juin 2024 à prolonger les contrôles aux frontières par la Police Fédérale sur toutes les frontières allemandes pour une année supplémentaire. Le plan initial était de maintenir ces mesures jusqu'à peu après le tournoi de l'Euro 2024, qui se déroule ce week-end actuellement.

Depuis la mi-juin 2024, il y a eu des inspections aux frontières avec le Danemark, la France et les pays du Benelux, où de telles mesures n'avaient pas été mises en place auparavant. Fin mai 2024, le Ministère de l'Intérieur allemand avait annoncé la prolongation des contrôles fixes aux frontières terrestres avec la Pologne, la République Tchèque et la Suisse, des mesures en place depuis l'automne 2023, pour six mois supplémentaires jusqu'à mi-décembre 2024. Le ministère a justifié cette extension pour lutter contre le crime de contrebande et freiner la migration irrégulière.



MALGRÉ LES RISQUES, L'ABSENCE DE LOI EN LIBYE CONSTITUE UN FACTEUR D'ATTRACTION POUR LES MIGRANTS

La Libye continue de faire face à de graves vides sécuritaires dans un pays divisé par au moins deux autorités concurrentes. Cette situation attire les migrants irréguliers cherchant à atteindre l'Europe, mais les violations à leur encontre sont considérables.

Nika William, une jeune femme ghanéenne de 24 ans, pensait initialement que la Libye serait un endroit où elle pourrait gagner de l'argent pour poursuivre son voyage vers l'Europe. Cependant, le pays est devenu synonyme d'expériences traumatisantes pour elle. Elle raconte à DW : "Je suis tombée entre les mains d'un gang libyen, j'ai été violée et je suis tombée enceinte avant d'être emprisonnée à la prison d'Al-Asa en Libye."

Elle ajoute : "Ils nous alignaient et nous fouettaient un par un chaque matin. J'ai perdu le bébé et je ne peux toujours pas croire que j'ai survécu," dit William, ajoutant que la peur ne s'est pas dissipée même si elle a finalement été libérée. Elle ajoute : "Tout ce que je veux, c'est un avenir sûr, mais je ne sais pas si j'y parviendrai un jour ou si aujourd'hui sera mon dernier jour."

Michael Shira, du Nigéria, partage ses sentiments : "Tout ce que je veux, c'est atteindre l'Europe, où je pense pouvoir trouver des opportunités de vie plus stables," dit-il, ajoutant : "Mais la route est longue et pleine de dangers, et je ne sais pas si j'y arriverai."

L'occasion de parler à Michael Shira faisait suite à une descente effectuée cette semaine par les forces de sécurité libyennes en uniforme, sans avertissement. Les agents ont fait irruption dans un café où un groupe de migrants irréguliers attendait des employeurs potentiels.

Les hommes ont été arrêtés et certains ont été détenus arbitrairement. Ce matin-là, Michael Shira, âgé de 19 ans et originaire du Nigeria, qui vit à Zuwara sur la côte près de la frontière tunisienne, a eu la chance d'être relativement loin du lieu de la descente. Il raconte à DW : "Nous vivons dans la peur constante. Les autorités libyennes détiennent actuellement les migrants où qu'elles les voient."

Shira est en Libye depuis quelques mois, attendant une opportunité pour embarquer secrètement sur un bateau vers l'Europe. Il explique : "Au début, j'étais en Tunisie, mais la police tunisienne m'a poursuivi." Il a ensuite fui en Libye lorsque les forces frontalières tunisiennes ont failli l'arrêter : "Ils avaient l'intention de nous remettre aux autorités libyennes, et tout le monde sait ce qui se passe après ça."



GRÈCE : "SITUATION DÉSASTREUSE" DANS LES CAMPS D'ACCUEIL DE MIGRANTS

Un nouveau rapport publié vendredi dernier par le Conseil de l'Europe vient s'ajouter à une série de documents établis par des organisations humanitaires en Grèce, révélant une "situation désastreuse" dans les camps d'accueil financés par l'UE, ainsi que des violences policières et des renvois forcés de migrants vers la Turquie.

À la suite de visites effectuées fin de l'année dernière, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a conclu que les migrants en Grèce sont victimes de violations dans les camps de réception fermés ou dans les centres de détention de la police dès leur arrestation. Les pratiques incluaient des renvois forcés vers la Turquie et un traitement "violent" par la police envers les demandeurs d'asile, ainsi que des conditions de santé détériorées, selon le rapport publié le vendredi 12 juillet.

À partir d'entretiens menés dans plusieurs camps, il a été constaté que les étrangers détenus subissaient des mauvais traitements physiques "supposément intentionnellement commis par des agents de police dans certaines commissariats d'Athènes et dans d'anciens centres de détention pour expulsion à Amygdaleza (à 25 km au nord d'Athènes), Corinth (à 80 km à l'ouest d'Athènes) et Tavros (à Athènes)". De nombreuses personnes ont également signalé des mauvais traitements par les garde-côtes lors de l'interception en mer, comprenant "des coups de matraque et de crosse de fusil, des coups de pied, des coups de poing, des insultes et des abus à caractère racial."



DR. MAHMOUD MAHY EL-DIN : L'ÉGYPTE EST L'UN DES PAYS LES PLUS TOUCHÉS PAR LA MIGRATION ILLÉGALE



Le Dr. Mahmoud Mohie El-Din, Envoyé spécial des Nations Unies pour le Financement de l'Agenda 2030, a déclaré que l'Égypte est l'un des pays les plus touchés par la migration illégale. Il a noté que de nombreux migrants des pays voisins utilisent l'Égypte comme pays de transit, et avec le temps, l'Égypte pourrait passer d'un pays de transit à une destination de résidence permanente.

"Ministres de l'Intérieur arabes" : L'échange d'informations renforce les plans de lutte contre la migration illégale

Dr. Mohamed Ben Ali Kouman, Secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur, a prononcé un discours dans lequel il a déclaré : "C'est un honneur pour moi de vous accueillir au cœur de la sécurité arabe pour exprimer ma profonde gratitude et mon appréciation envers la Tunisie, son président, son gouvernement et son peuple, pour le généreux soutien apporté au Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et à son secrétariat général, qui contribue de manière critique au succès des différentes activités et programmes... Je suis également fier de transmettre mon respect et ma gratitude les plus sincères aux ministres de l'Intérieur pour leur attention constante envers leur estimé conseil et leurs efforts inlassables pour renforcer la coopération sécuritaire arabe."

Il a ajouté : "Aujourd'hui, vous vous réunissez dans des conditions régionales et internationales marquées par la prolifération de la criminalité organisée, notamment dans le trafic de drogues, les stupéfiants, la traite des êtres humains et le trafic de migrants irréguliers, parmi d'autres défis criminels pour lesquels vos agences portent une responsabilité significative dans la lutte... L'ordre du jour de cette conférence reflète l'importance de ces défis. Le point concernant les expériences des États membres en matière de contrefaçon de documents et de contre-mesures offre une occasion d'échanger des informations sur les méthodes et techniques les plus cruciales, ainsi que sur les mesures appropriées pour détecter la contrefaçon, afin de prévenir l'utilisation de documents falsifiés dans la migration illégale et d'autres activités criminelles."

Il a poursuivi : "Sans aucun doute, la participation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes à cette conférence offrira une opportunité d'apprendre des meilleures pratiques régionales et internationales... Sur le front de l'échange d'informations, vous examinerez les résultats de la réunion du comité d'hier pour envisager l'établissement d'une plateforme ou d'un mécanisme d'échange d'informations vitales sur les voyageurs, un projet ambitieux qui, s'il est correctement préparé en tenant compte des aspects juridiques et techniques, pourrait constituer une avancée significative dans la coopération sécuritaire arabe."

Il a conclu : "Les discussions d'aujourd'hui porteront largement sur la lutte contre la traite des êtres humains et la migration illégale, en passant en revue les routes de trafic à travers les frontières arabes, permettant la découverte de nouvelles méthodes de contrebande et tendances dans ce phénomène, ainsi que par le biais du plan d'orientation pour combattre la migration illégale dans son format modifié, qui nous l'espérons servira de modèle aux États membres dans l'élaboration de leurs plans nationaux."



ARRESTATION DU DIRECTEUR D'UNE COMPAGNIE AÉRIENNE PRIVÉE LIBYENNE POUR AVOIR TRANSPORTÉ DES MIGRANTS IRRÉGULIERS

Le directeur commercial de la compagnie aérienne libyenne "Ghadames" a été arrêté dans le cadre d'une enquête sur le transport de migrants cherchant à entrer sur le territoire américain via le Nicaragua, selon le bureau du procureur public. L'affaire concerne des vols organisés par Ghadames Airlines depuis les aéroports de Tripoli et de Benghazi, transportant "des centaines de personnes souhaitant entrer sur le territoire américain via le Nicaragua, en violation des lois d'immigration applicables", comme l'indique un communiqué du bureau du procureur général.

Dans le cadre de cette enquête, les autorités ont ordonné "la détention du directeur commercial de Ghadames Airlines pour des activités préjudiciables aux intérêts du pays", a annoncé la source tard dimanche. Le procureur général a précisé que la compagnie "a opéré des vols transportant des centaines de personnes en provenance de pays d'Asie de l'Est sans respecter les obligations de la compagnie aérienne et la législation nationale en matière d'immigration, ainsi que les exigences découlant des conventions internationales, en particulier le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air."

Selon une enquête publiée par "Le Monde" fin mai, plusieurs vols charter exploités par Ghadames Airlines ont transporté des centaines de migrants asiatiques de Benghazi à l'est et de Tripoli à l'ouest vers Managua, au Nicaragua. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est en proie à des conflits et divisions, avec deux gouvernements rivaux : l'un à Tripoli (ouest) dirigé par Abdul Hamid Dbeibah, reconnu par les Nations Unies, et l'autre à l'est soutenu par le parlement et le général Khalifa Haftar.

Profitant de l'instabilité prévalente, des réseaux de trafic humain ont développé des routes secrètes pour transporter des milliers de migrants d'Afrique vers l'Europe. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, il y a plus de 700 000 migrants en Libye, principalement en provenance du Niger et de l'Égypte. Cependant, le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Tripoli, Imad Trabelsi, a annoncé le 10 juillet qu'il y avait "environ 2,5 millions d'étrangers en Libye, dont 70 à 80 % sont entrés illégalement".



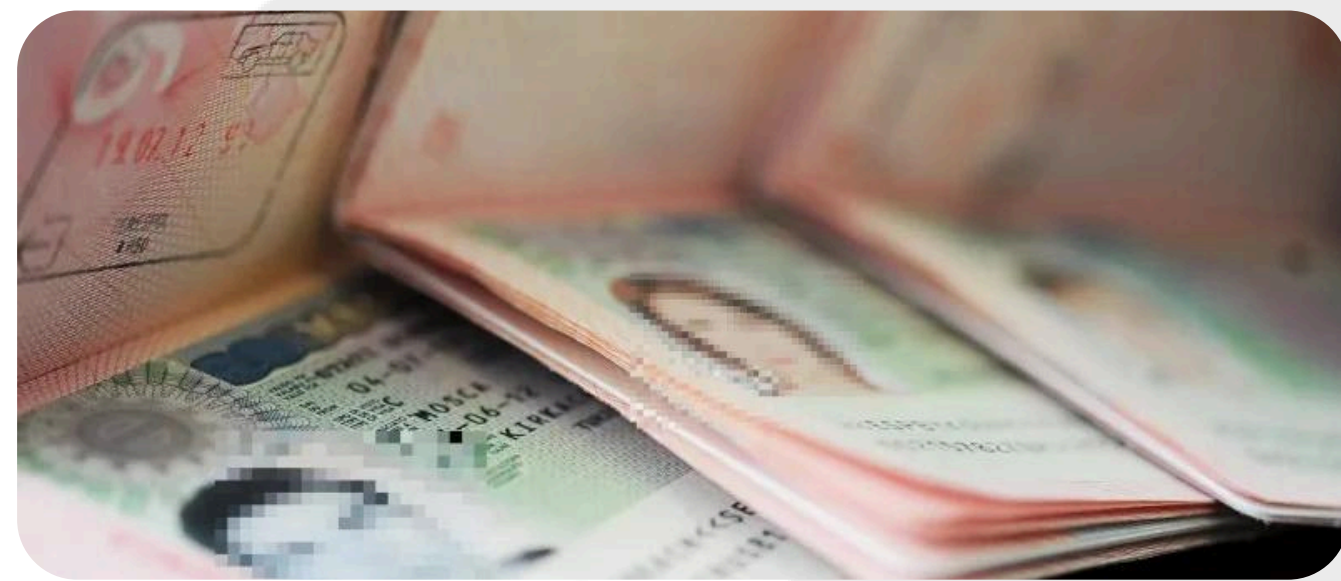
CONTREFAÇON DE DOCUMENTS DE VISA ENTRAÎNE LA CHUTE DE TROIS INDIVIDUS

La police à Oujda a réussi mercredi à arrêter trois individus âgés de 30 à 44 ans, dont deux ont des antécédents criminels. Ils sont soupçonnés d'être impliqués dans une affaire de falsification de documents officiels et de les avoir utilisés pour préparer des demandes de visa Schengen, ainsi que dans l'organisation de la migration illégale et du trafic humain.

Selon un communiqué de la Direction de la sécurité d'Oujda reçu par Hespres, les suspects sont présumés liés à un réseau criminel spécialisé dans la falsification de documents administratifs faisant partie des dossiers de demande de visa pour les pays européens. Ces dossiers falsifiés sont soupçonnés d'avoir été utilisés dans l'organisation de la migration illégale.

L'opération menée par la police a permis la découverte de documents falsifiés, de certificats, d'une collection de tampons, de contrats contrefaits, ainsi que d'une imprimante et d'équipements informatiques présumés utilisés dans ces activités criminelles.

La Direction de la sécurité d'Oujda a placé les suspects en garde à vue provisoire en attendant une enquête plus approfondie par le bureau du procureur compétent. L'objectif est d'identifier d'autres extensions de cette activité criminelle et d'appréhender d'autres participants et complices impliqués dans ces actes criminels.



ITALIE : AUGMENTATION DES OPÉRATIONS DE DÉPORTATION DES IMMIGRANTS AYANT UN CASIER JUDICIAIRE



Les sources de sécurité italiennes ont annoncé une augmentation des opérations de déportation visant les immigrants ayant des antécédents criminels. Rien que dans les six premiers mois de cette année, la police à Venise (province de Veneto, nord de l'Italie) a mené 52 opérations de déportation contre des ressortissants étrangers ayant divers antécédents criminels. De plus, sept autres déportations ont été effectuées depuis les Centres de Séjour Temporaire (CPR) au cours des deux dernières semaines, ainsi que 19 rapatriements directs de migrants vers leurs pays d'origine. Ces chiffres marquent une augmentation significative par rapport à l'année précédente.

Les opérations récentes ont inclus la déportation d'un Tunisien avec de multiples condamnations pour crimes contre la propriété, vols et cambriolages, ainsi que celle d'un Moldave conduit au Centre de Séjour Temporaire (CPR) de Ponte Galeria à Rome, suspecté de nombreux crimes contre la propriété et de trafic de drogue. Ce dernier est également sous enquête pour des actes de persécution contre sa partenaire, suscitant de graves préoccupations au regard de la loi locale.

Italie : Fermeture de deux fermes en raison du traitement inhumain des travailleurs migrants

Pendant de longues périodes, avec des salaires très bas et traités dans des conditions similaires à l'esclavage, toutes ces conditions et d'autres ont été la raison de la fermeture de deux fermes en Italie. Des enquêtes sont en cours sur les propriétaires, d'origine indienne.

Deux fermes en Italie où plus de 30 travailleurs indiens ont été maintenus dans des conditions quasi-esclavagistes ont été fermées. Selon la justice, les enquêteurs ont en même temps confisqué des biens d'une valeur totale d'environ 500 000 euros (545 624 dollars) près de la ville de Vérone, dans le nord du pays. Les deux propriétaires de ces biens, également d'origine indienne, font l'objet d'une enquête.

Selon les autorités, les deux hommes ont attiré un total de 33 de leurs compatriotes à venir de leur pays en Italie avec la promesse de recevoir de bons salaires et de meilleures conditions de vie. Malgré cela, les travailleurs ont dû payer 17 000 euros pour entrer dans le pays et obtenir un prétendu permis de travail, ou s'endetter. Leurs passeports leur ont été confisqués à leur arrivée.

Les travailleurs étaient contraints de travailler dans les champs des deux fermes situées près de la commune de Colonia Veneta pendant entre 10 et 12 heures, sept jours sur sept, avec un salaire de 4 euros de l'heure. Les autorités ont rapporté qu'ils étaient logés dans des maisons délabrées avec des installations sanitaires inadaptées à l'usage humain.

Un immigrant indien est décédé après avoir perdu son bras en travaillant dans les champs à la périphérie de la capitale italienne.

Il convient de noter que l'immigrant indien Satnam est décédé dans un hôpital de Rome, le 19 juin, alors qu'il travaillait dans une ferme rurale près de la capitale italienne, lorsque sa main a été amputée par une machine agricole dans un champ près de Latina, à la périphérie de la capitale, et ses employeurs l'ont abandonné. À son sort dans la rue.

Satnam Singh, un citoyen indien âgé de 31 ans qui travaille comme agriculteur, a été exploité puis jeté dans la rue, où il a été laissé à sa douleur, après avoir perdu son bras droit dans un accident alors qu'il travaillait dans une ferme à Borgo Santa Maria, dans la campagne près de Latina, au sud de Rome. L'homme est décédé de ses blessures le mercredi matin, le 19 juin, à l'hôpital San Camillo de Rome, où il avait été transféré dans un état critique le lundi après-midi.

Le bras de Satnam Singh a été amputé par la machine agricole utilisée pour emballer les fruits par la société agricole Lovato, laissant son bras à proximité à l'intérieur du panier de cueillette des fruits. Ces détails horribles font partie d'une histoire d'exploitation par le propriétaire de l'entreprise qui employait l'homme, déjà sous enquête pour avoir causé des blessures par négligence et manquement à l'assistance, mais maintenant accusé d'homicide involontaire.

